



HAL
open science

Sortir de la guerre : jalons pour une histoire en chantier

Bruno Cabanes, Guillaume Piketty

► **To cite this version:**

Bruno Cabanes, Guillaume Piketty. Sortir de la guerre : jalons pour une histoire en chantier. Histoire@Politique : revue du Centre d'histoire de Sciences Po, 2007, 3 (3), pp.1-8. 10.3917/hp.003.0001 . hal-03459724

HAL Id: hal-03459724

<https://sciencespo.hal.science/hal-03459724>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Sortir de la guerre : jalons pour une histoire en chantier

Bruno Cabanes et Guillaume Piketty

« La guerre donne le temps fort, le temps vrai, le temps peuplé de vrais événements, écrivait Pierre Chaunu, dans sa contribution aux *Essais d'ego-histoire*. C'est lui qui accroche le reste de la durée, la durée molle des avant et des après-guerre »¹. Si cette remarque a surtout valeur de témoignage pour ce grand historien, né en 1923, qui a grandi à l'ombre de la Première guerre mondiale, elle ne reflète pas l'état actuel de la science historique. Depuis plusieurs décennies en effet, un nombre croissant de travaux ont contribué à montrer, à l'inverse, toute la complexité et la richesse des périodes d'entrée ou de sortie de guerre, et à travers elles, des processus de mobilisation et de démobilisation². De manière significative, la notion d'après-guerre qui prévalait encore, il y a peu, essentiellement dans des ouvrages d'histoire diplomatique, a fait place à celle de « sortie de guerre », que son caractère dynamique oppose point par point aux anciens tableaux-bilans d'une historiographie plus traditionnelle.

Politiques de reconstruction et, le cas échéant, réformes profondes, au lendemain des deux guerres mondiales, politiques d'épuration, politiques d'occupation en Asie ou en Europe, politiques de rapatriement des prisonniers et des déportés, transferts de populations divers... à dire vrai, peu de sorties de guerre ont fait l'objet d'investigations poussées, dans des perspectives très variées. Le champ de l'histoire diplomatique s'est lui-même considérablement enrichi, avec une étude des négociateurs de paix, de leurs objectifs, des limites imposées par leur image de l'ennemi d'hier et par l'horizon d'attente des nations qu'ils représentaient. Mais c'est sans aucun doute les avancées dans le domaine de l'étude des cultures de guerre qui ont stimulé le plus les interrogations sur la déprise de la violence et la démobilisation des esprits propres à l'ensemble des sorties de conflit. En interrogeant la persistance, en temps de paix, des constructions idéologiques forgées en temps de guerre, l'histoire culturelle a contribué à problématiser les sorties de guerre, à leur donner une épaisseur, largement négligée jusque-là.

¹ Pierre Chaunu, « Le fils de la morte », p. 61-107, dans Pierre Nora (dir.), *Essais d'ego-histoire*, Paris, Gallimard, 1987, p. 65.

² Les textes qui composent ce dossier sont issus de communications données dans le cadre du groupe de travail « Sorties de guerre des deux conflits mondiaux » que nous animons, depuis l'automne 2004, au Centre d'histoire de Sciences Po Paris. Qu'il nous soit permis, dans cet avant-propos, d'en remercier chaleureusement les auteurs. Grâce à eux, les séances ont débouché sur des discussions stimulantes, au-delà même de l'étude comparée des deux guerres mondiales. Nous leur sommes également très reconnaissants d'avoir accepté de reprendre et de développer leurs interventions dans la perspective de cette publication. De la même manière, ce dossier doit beaucoup à tous les membres du groupe de travail qui ont contribué, par leur participation active, à faire de ce séminaire un temps d'échange et de réflexion privilégié. Qu'ils soient également vivement remerciés.

La « rareté » de la paix

Au centre de ces constructions idéologiques, la figure de l'ennemi. Comme l'ont montré de nombreux travaux, dès le déclenchement des hostilités – parfois même en l'espace de quelques semaines –, les représentations de l'ennemi évoluent sensiblement, se reconstruisent, se recomposent à partir d'un ensemble de stéréotypes hérités des conflits antérieurs³. Dans certains cas, ces figures de l'ennemi, mêlant présumés comportementaux, composantes racistes et/ou détestation idéologique, aboutissent à l'assimilation de l'adversaire à une forme inférieure d'humanité, qui autorise à son égard une violence équivalente à celle qu'il est susceptible d'exercer. En conséquence, au moment du règlement des conflits, l'ennemi est à la fois condamnable pour ce qu'il a fait et pour ce qu'il est – ce que traduit, par exemple, le célèbre article 231 du traité de Versailles portant sur la responsabilité de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie dans le déclenchement et dans la conduite de la Première guerre mondiale. « Ce que je reproche aux Allemands, ce n'est pas d'abord d'avoir violé la Belgique, ce n'est pas d'avoir pillé, brûlé, assassiné ; leurs crimes les plus frappants, on prend suffisamment soin de les leur rappeler ; je n'ai pas à m'en occuper, écrit Jacques Rivière, dans *L'Allemand*, rédigé en décembre 1918. Ce que je reproche aux Allemands, ce ne sont pas d'abord leurs actes (...) Mon grief va plus profond, c'est à leur être même que j'en veux, ou plutôt à leur manque d'être. Ce que je reproche aux Allemands, c'est d'abord d'être rien. »

Une hypothèse voudrait que ces traces de violence finissent peu à peu par s'effacer à mesure que le conflit s'éloigne et que les peuples se déprennent de la haine de l'adversaire. Mais n'est-ce pas l'interprétation à la fois la plus rassurante (la violence de guerre se trouve alors circonscrite aux bornes chronologiques du conflit) et la plus paresseuse (la survie, sous diverses formes, des cultures de guerre *après* la guerre ne serait qu'une sorte d'archaïsme, bientôt destiné à disparaître, balayé par un grand mouvement de pacification) ? En réalité, la sortie de guerre est fondamentalement une période violente, où travaillent, souterrainement ou ouvertement, les représentations haineuses forgées durant le conflit. Celles-ci ne sont pas de simples bibelots, rendus anachroniques par la fin des hostilités, mais des objets tout à fait à leur place dans l'économie générale de la sortie de guerre. À titre d'exemple, John Dower a bien montré comment les stéréotypes américains représentant les Japonais comme des animaux – notamment comme des singes – survivaient à la fin de la Seconde guerre mondiale. Les gorilles, sous les traits desquels les Japonais sont dépeints pendant le conflit, deviennent simplement des chimpanzés, animaux en apparence inoffensifs (puisqu'ils peuvent être dressés) mais en fait relativement dangereux : une manière de stigmatiser aussi la capacité d'adaptation et d'imitation des Japonais dans un contexte de guerre économique⁴.

³ Voir notamment le rôle de la peur des francs-tireurs, héritée de la guerre de 1870-1871, dans les massacres commis par l'armée allemande en Belgique et en France du Nord à l'été 1914. Cf. John Horne et Alan Kramer, *German Atrocities 1914 : A History of Denial*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2001. Trad. française : *1914. Les atrocités allemandes*, Paris, Tallandier, 2005.

⁴ John Dower, *War Without Mercy. Race and Power in the Pacific War*, New York, Pantheon Books, 1987.

Peut-être y a-t-il matière à réflexion pour les historiens de la guerre, qui ont trop tendance à croire que la pacification est un mouvement inexorable, dans quelques pages publiées dans les années 1970 par l'antiquisant Paul Veyne sur un sujet en apparence très différent : l'arrêt des combats de gladiateurs au IV^e siècle de notre ère⁵ ? Dans cet article, Paul Veyne invite ses lecteurs à partir de l'idée que cet abandon des jeux sanglants ne va pas de soi, alors que les historiens, écrit-il, ont souvent tendance à le croire. Sur la question qui nous occupe, c'est la reconstruction de liens sociaux entre adversaires devenus des partenaires, qui constitue *l'exception* et non pas la règle. Partir de la « rareté » de la paix - pour reprendre encore un terme cher à Paul Veyne -, c'est accepter de porter un autre regard sur la sortie de guerre, qui n'épouse plus le mouvement d'une inexorable pacification, mais qui passe au contraire par des phases complexes, « par secousses », écrit l'antiquisant.

La banalisation du regard porté sur la paix, stérilisante d'un point de vue intellectuel, a plusieurs causes. On peut l'expliquer par le fait qu'une génération entière n'a pas connu la guerre en Europe occidentale, donc oublié largement ce que représente l'effort de paix dans ses rapports à la mémoire et au pardon. Le philosophe Paul Ricœur a écrit à ce sujet de très belles pages, dans *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, sur ce qu'il appelle « le pardon difficile » et l'« odyssee de l'esprit de pardon »⁶. Par ailleurs, une forme de cécité des sciences sociales face à la violence, que Stéphane Audoin-Rouzeau a entrepris d'explorer pour l'étude du combat⁷, est tout aussi vérifiable pour les sorties de guerre - et à un degré sans doute supérieur.

La lente déprise de la guerre

Rendre aux sorties de guerre leur intensité et leur complexité, c'est donc s'interroger sur les rythmes qui les parcourent, sur les étapes qui marquent la lente déprise du conflit.

Militairement, la période de « fin de guerre » est assez difficile à définir. Elle se traduit généralement par une intensification des violences – non seulement entre combattants mais aussi à l'égard des civils⁸ – notamment dans les contextes de retraite de l'armée vaincue ou d'invasion. L'exemple de la situation en Allemagne à la fin de la Seconde guerre mondiale a fait l'objet de nombreux travaux, portant sur les combats du premier semestre 1945, sur les pillages et les destructions, sur les atteintes aux populations civiles et notamment aux femmes. Moins connue est la situation du front occidental dans les derniers mois de la Grande Guerre, expertisée par l'historien Michaël Geyer⁹. Au lendemain de la bataille d'Amiens (8 août 1918) et jusqu'à l'armistice, les destructions

⁵ Paul Veyne, « Foucault révolutionne l'Histoire », p. 203-242, dans *Comment on écrit l'Histoire*, Paris, Seuil, 1978.

⁶ Epilogue, p. 591-656, dans Paul Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.

⁷ Voir par exemple Stéphane Audoin-Rouzeau, « Violences extrêmes de combat et refus de voir », p. 543-549, dans « Violences extrêmes », *Revue internationale des sciences sociales*, n°174, décembre 2002.

⁸ Sur ce sujet, voir dans ce dossier l'article de Virginie Sansico « France, 1944 : maintien de l'ordre et exception judiciaire. Les cours martiales du régime de Vichy ».

⁹ Michael Geyer « Insurrectionary Warfare : The German debate about a *Levée en masse* in October 1918 », *The Journal of Modern History*, 73, septembre 2001, p. 459-527.

allemandes à but militaire prennent une ampleur considérable. Aux routes, voies ferrées, ouvrages d'art dynamités s'ajoutent l'achèvement de la destruction, déjà largement engagée, des installations industrielles, les évacuations de populations, le pillage des localités – perçus comme un « retour des atrocités allemandes » de l'été 1914 – qui s'expliquent notamment par la dégradation des conditions d'existence des soldats allemands, réduits au pillage, le manque de discipline et une politique de la « terre brûlée ». Par ailleurs s'impose assez rapidement une sorte d'imaginaire de la catastrophe – qui n'est pas sans rappeler les derniers mois de la Seconde guerre mondiale et la notion de « *Endkampf* ».

Au-delà de la fin officielle des hostilités, les politiques d'occupation et/ou d'épuration s'apparentent souvent à une « guerre après la guerre »¹⁰ - qui s'exerce généralement dans le domaine symbolique, mais peut aussi déboucher sur des violences physiques¹¹. La frontière entre temps de guerre et temps de paix n'en apparaît alors que plus poreuse. Dans d'autres cas, des guerres civiles prennent le relais des conflits internationaux, entraînant une recomposition de l'image de l'ennemi et avec elle, un brouillage de la mémoire du conflit¹². Le cas des Balkans est particulièrement caractéristique, les guerres balkaniques du début du XX^e siècle ouvrant un cycle de conflits qui ne s'achève, dans certaines régions, que dans les années 1950.

À cette première chronologie se juxtapose celle des retours. En premier lieu, les démobilisations combattantes, dont les rythmes, les procédures, les durées diffèrent sensiblement, en fonction de la position de vainqueur ou vaincu, de l'organisation des armées (volontaires, professionnels ou conscrits), de l'éventuelle présence de combattants non militaires (résistants et/ou partisans) et de la maturité administrative du pays concerné¹³. À l'échelle des soldats démobilisables, cette période s'apparente à un véritable basculement identitaire, car il leur faut se dépouiller de leurs identités combattantes, faire le deuil des morts et de la compagnie des survivants et reprendre leur place dans la vie civile. Autant de démarches particulièrement douloureuses en cas de défaite, bien sûr, et, peut-être plus encore, lorsque le retour intervient dans un contexte d'hostilité de l'opinion publique. Les manifestations de « l'économie morale de la reconnaissance » (organisation de cérémonies et de défilés, remise de médailles, inauguration de monuments commémoratifs) jouent alors un rôle décisif dans la reconstruction des identités et dans la reconnaissance, nécessairement symbolique, des

¹⁰ Gerd Krumeich, « Die Präsenz des Krieges im Frieden », dans Gertrud Cepl-Kaufmann, Gerd Krumeich, Ulla Sommers (dirs.), *Krieg und Utopie. Kunst, Literatur und Politik im Rheinland nach dem Ersten Weltkrieg*, Essen, 2006.

¹¹ Sur ce sujet, voir dans ce dossier l'article de Laurence Van Ypersele « 'Au nom de la Patrie, à mort les traîtres !' La répression des inciviques belges de 1914-1918 ».

¹² Par exemple la guerre civile en Grèce étudiée notamment par Mark Mazower, dans *After the War was Over. Reconstructing the Family, Nation and State in Greece, 1943-1960*, Princeton University Press, 2000. Ou encore la « guerre civile » italienne entre 1943 et 1945 telle que l'a analysée Claudio Pavone dans *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne*, Paris, Seuil, 2005.

¹³ Sur ce sujet, voir dans ce dossier les articles de Nicolas Werth, « Le Grand retour, URSS 1945-1946 », et de Raphaëlle Branche, « La dernière génération du feu ? Jalons pour une étude des anciens combattants français de la guerre d'Algérie ».

sacrifices consentis par les soldats¹⁴. Une histoire des sorties de guerre se doit d'être particulièrement attentive à ces « rites de réincorporation » (Len Smith)¹⁵, qui scandent le retour des hommes à la vie civile. Le cas des prisonniers de guerre¹⁶ et des mutilés¹⁷ ouvre en outre la question des retours différés, voire des impossibles sorties de guerre. Celui des résistants, cohorte par essence minoritaire, décimée mais glorieuse, dont les sociabilités du temps de guerre, bien spécifiques, perdurent longtemps après la fin des hostilités, renvoie, lui, à un type de retour probablement moins délicat mais souvent sans véritable fin¹⁸. Enfin, la « totalisation » de la guerre, les violences infligées aux civils et les processus de déportation, voire d'extermination, à l'origine de très considérables mouvements de population débouchent également sur le retour des populations déplacées. Pensons par exemple au cas de l'Europe centrale au sortir de la Seconde guerre mondiale.

La troisième chronologie est celle de la « démobilisation culturelle », pour reprendre la notion forgée récemment par John Horne¹⁹ : une évolution qui s'exerce à la fois au niveau collectif et individuel et dont les composantes principales sont la déprise de la violence (à l'échelle des relations internationales, mais aussi au sein même des sociétés belligérantes), la poussée de l'idéal pacifiste et la réhabilitation de l'ennemi. La question du deuil, qui a fait l'objet de nombreux travaux depuis une quinzaine d'années, peut notamment être étudiée dans ce contexte plus large de la démobilisation culturelle, à des niveaux d'analyse variés : mémoire nationale, locale, familiale, voire individuelle²⁰. Cette dernière chronologie est sans doute la plus complexe, dans la mesure où l'on observe des phénomènes de chevauchement, la démobilisation culturelle étant engagée, dans certains milieux, avant même la fin des hostilités²¹, ou des phénomènes d'alternance entre des périodes courtes de démobilisation et de remobilisation²². De cette

¹⁴ Sur ce sujet, voir dans ce dossier l'article de Guillaume Piketty « Economie morale de la reconnaissance. L'Ordre de la Libération au péril de la sortie de Seconde guerre mondiale ».

¹⁵ Leonard V. Smith, *The Embattled Self. French Soldiers' Testimony of the Great War*, Cornell University Press, 2007, p. 43-59.

¹⁶ Voir Bob Moore and Barbara Hatley-Broad (ed), *Prisoners of War, Prisoners of Peace. Captivity, Homecoming and Memory in World War II*, Oxford – New York, Berg, 2005.

¹⁷ David A. Gerber (dir.), *Disabled Veterans in History*, The University of Michigan Press, 2000.

¹⁸ Voir par exemple, pour le cas français, « Tisser l'amitié », p. 17-31, dans Jean-Pierre Vernant, *Entre mythe et politique*, Paris, Seuil, 1996.

¹⁹ John Horne, « Démobilisations culturelles après la Grande Guerre », p. 45-53, dans *14-18, Aujourd'hui, Today, Heute*, Paris, Éditions Noésis, mai 2002.

²⁰ Sur ce sujet, voir dans ce dossier l'article de Manon Pignot « Expériences enfantines du deuil pendant et après la Grande Guerre ».

²¹ Par exemple l'engagement européen pendant la guerre elle-même de certains résistants : en France, les membres du mouvement « Libérer et Fédérer » ou certains responsables du mouvement « Combat » tel Henri Frenay étudié par Robert Belot dans *Henri Frenay. De la Résistance à l'Europe*, Paris, Seuil, 2003, p. 465 et suiv.

²² Voir notamment la thèse de Yaël Dagan : *La Nouvelle Revue française de la guerre à la paix, 1914-1925, mobilisations et démobilisations culturelles*, Thèse de doctorat d'histoire soutenue à l'EHESS le 9 décembre 2005, sous la direction de Christophe Prochasson ; à paraître aux Editions Tallandier en 2008. Songeons également à l'expression « guerre de trente ans » couramment employée par les résistants et les Français libres au cours de la Seconde guerre mondiale.

démobilisation culturelle plus ou moins réussie découlent des jeux de mémoire durables, complexes et quelquefois déroutants.

Le corps de l'ennemi

Faire une histoire des démobilisations culturelles, c'est regarder de près, enfin, la manière dont le contact s'établit entre belligérants d'hier. L'histoire diplomatique, qui occupait jusqu'à récemment l'ensemble du champ historique sur le « règlement des conflits », est une histoire qui met généralement à l'écart la violence de guerre, comme si le dialogue entre représentants de forces adverses allait de soi. De manière significative, c'est assez récemment, lors d'un colloque tenu à Düsseldorf sous la direction de Gerd Krumeich, qu'on s'est intéressé à la mise en scène de la signature de la paix le 28 juin 1919, notamment à la présence de plusieurs « gueules cassées » dans la galerie des glaces du Château de Versailles pour signifier l'horreur du conflit et surtout la responsabilité morale de l'Allemagne établie par ailleurs dans l'article 231²³.

Une histoire des sorties de guerre passe donc nécessairement par une histoire des corps, c'est-à-dire, indissociablement, des violences infligées physiquement ou psychologiquement à l'ennemi, parfois au-delà de la signature des traités de paix, et des liens concrets utilisés pour renouer un contact, puis pacifier durablement les relations avec l'ennemi d'hier.

La pacification, comme les résurgences sporadiques de la haine de l'ennemi en sortie de guerre, ne sont pas choses abstraites : elles s'inscrivent dans le ressentiment des anciens combattants ou au contraire dans les cérémonies communes, dans les violences faites aux femmes²⁴ ou dans l'extension des mariages mixtes, dans les ravages de la terre de l'ennemi ou le développement du tourisme, dans le refus de parler la langue de l'ennemi ou dans les échanges linguistiques.

Sous l'angle des violences infligées à l'ennemi, on ne peut qu'être frappé par la parenté entre violences d'entrée en guerre et violences de sortie de guerre - qui participent les unes et les autres de ce que l'on pourrait appeler les « atteintes identitaires » : viols, destruction d'habitations et du patrimoine culturel, mise à sac de cimetières et de sépultures. Sous l'angle inverse d'une recreation des liens avec l'ennemi, certains domaines (l'architecture, le sport...) ²⁵ sont particulièrement sensibles. D'autres sont encore peu explorés, comme la question du langage.

On sait ainsi que la langue de l'ennemi, mais aussi sa musique, furent frappées d'interdit en France durant la Première guerre mondiale, à tel point qu'une partie de la communauté scientifique française dut non seulement rompre ses liens avec les collègues d'outre-Rhin, mais aussi s'interdire d'utiliser l'allemand – la langue scientifique par excellence – jusqu'à le désapprendre. Dans un contexte que Michaël

²³ Stéphane Audoin-Rouzeau, « Die Delegation der 'gueules cassées' in Versailles am 28. Juni 1919 », dans Gerd Krumeich (dir.), *Versailles 1919*, Klartext Verlag, Essen, 2001, p. 280-287.

²⁴ Voir par exemple Fabrice Virgili, *La France « virile ». Des femmes tondues à la Libération*, Paris, Payot, 2000.

²⁵ Sur ce sujet, voir dans ce dossier les articles de Fabienne Chevallier, « Sortie de guerre et enjeux urbains : histoire de deux projets parisiens (1919-1939) », et de Paul Dietsch, « 1918-1920, des tranchées aux stades. Quelques éclairages sur la sortie de guerre des sportifs français et des fédérations de football européennes ».

Jeismann a qualifié d'« ethnicisation de la conscience nationale »²⁶, il n'est pas rare qu'on moque les sonorités gutturales de l'allemand, sa brutalité naturelle, qui est tout autant celle de sa langue que celle de ses mœurs. Certains Alsaciens repliés à Paris diffusent pendant la guerre, dans la perspective d'une libération de l'Alsace, de petites brochures qui portent des titres comme « Alsaciens, corrigeons notre accent ». Dans le contexte de la Seconde guerre mondiale, c'est le refus de toute communication avec l'occupant que Vercors oppose en 1942, dans *Le silence de la mer*, au goût prononcé de l'officier allemand pour la culture française et à son aptitude à s'exprimer dans un français impeccable. Après guerre, la recréation des liens avec l'ennemi passe donc, de manière évidente, par une politique linguistique et éducative – dont l'histoire reste encore largement à faire – et par une politique scientifique faisant place aux anciens ennemis et à leurs alliés²⁷. Dans une perspective proche, les récents travaux d'Odile Roynette sur les mots des soldats²⁸ ne peuvent qu'encourager une étude approfondie de la « démobilisation des mots », pour peu qu'on puisse, d'une manière ou d'autre, repérer sur le long terme les évolutions et la diffusion des mots désignant l'ennemi.

Autre domaine de recréation de liens avec l'ennemi, la mémoire des morts et l'entretien des tombes. Dans *Les grands cimetières sous la lune* (1938), Bernanos écrit qu'« après une guerre civile, la vraie pacification commence toujours par les cimetières, il faut toujours commencer par pacifier les cimetières ». L'intensité des guerres civiles²⁹ - où les violences s'exercent fréquemment contre les sépultures comme pour chasser de l'espace civique non seulement les ennemis, mais leurs ancêtres, pour atteindre les vivants à travers les morts - justifie largement ce constat. Pour autant, on peut l'élargir à beaucoup de sorties de guerre. La réglementation sur les tombes de l'ennemi est ancienne : en témoigne l'article 16 du traité de Francfort de 1871 enjoignant aux gouvernements signataires d'entretenir les tombes des militaires ensevelis sur leurs territoires respectifs. Cet article est confirmé par les articles 225 et 226 du traité de Versailles, puis par la convention de Genève de 1929³⁰. Ce rôle des sépultures dans la reconstruction des relations avec l'ennemi réapparaît après la Seconde guerre mondiale. Ainsi, à l'issue de l'allocution prononcée par Charles de Gaulle à l'occasion du cinquantième anniversaire de la bataille de Verdun, est signée une convention sur les sépultures de guerre allemandes sur le territoire français, qui attribue une concession perpétuelle et gratuite à la République fédérale d'Allemagne et une réduction annuelle de 50% sur les billets SNCF pour mille ayants droit afin qu'ils puissent se rendre sur la tombe de leurs défunts.

Reste alors la difficulté à décrire non plus seulement les rythmes, mais les limites de cette lente déprise de la guerre. Interroger les sorties de guerre au long du XX^e siècle dans la perspective d'une histoire comparée conduit naturellement à explorer les

²⁶ Michaël Jeismann, *La patrie de l'ennemi. La notion d'ennemi national et la représentation de la nation en Allemagne et en France de 1792 à 1918*, Paris, CNRS Éditions, 1998.

²⁷ Sur ce sujet, voir dans ce dossier l'article d'Anne Rasmussen « Réparer, réconcilier, oublier : enjeux et mythes de la démobilisation scientifique, 1918-1925 ».

²⁸ Odile Roynette, *Les mots des soldats*, Paris, Belin, 2004.

²⁹ Sur ce sujet, voir dans ce dossier l'article de Sophie Baby « Sortir de la guerre civile à retardement : le cas espagnol ».

³⁰ Luc Capdevilla et Danièle Voldman, *Nos morts. Les sociétés occidentales face aux tués de la guerre*, Paris, Payot, 2002.

Bruno Cabanes, Guillaume Piketty, « Sortir de la guerre : jalons pour une histoire en chantier », Histoire@Politique. *Politique, culture, société*, N°3, novembre-décembre 2007, www.histoire-politique.fr

filiations entre les conflits, les refus de démobiliser, la persistance des conflictualités et la brutalisation des sociétés d'après-guerre. Mais au-delà ? Un autre chantier apparaît alors, qui ferait la place aux parcours individuels, aux études locales. Au retour à l'intime des acteurs des conflits et à la transmission de la mémoire de la guerre, de génération en génération.

Les auteurs

Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé d'histoire et docteur en histoire, Bruno Cabanes enseigne l'histoire sociale et culturelle de la guerre à l'université Yale (États-Unis) depuis septembre 2005. Chercheur associé au centre d'histoire de Sciences Po, il anime avec Guillaume Piketty, depuis plusieurs années, un groupe de travail sur "les sorties de guerre au XX^e siècle". Parmi ses publications, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.

Guillaume Piketty est directeur de recherches au Centre d'histoire et professeur associé à l'École doctorale de Sciences Po Paris. Spécialiste de l'histoire et de la mémoire de la Résistance française et de la France libre, ainsi que de l'histoire du gaullisme, il a collaboré à François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance. Résistance intérieure et France libre*, Paris, Robert Laffont, collection Bouquins, 2006. Avec Claire Andrieu et Philippe Braud, il a dirigé la publication du *Dictionnaire de Gaulle*, Paris, Robert Laffont, collection « Bouquins », 2006.

Résumé

Les sorties de guerre ont été largement négligées par la plupart des historiens. Pourtant, ces périodes sont essentielles de bien des points de vue, à commencer par la reconstruction des identités et la réintégration des soldats, la genèse des récits d'après-guerre et le développement des traumatismes individuels et collectifs. Cet article, qui étudie plus spécifiquement la sortie des deux conflits mondiaux en comparaison, examine les complexités du processus de démobilisation.

Mots clés

XX^e siècle ; après-guerre ; démobilisation ; ennemi ; histoire du corps.

Abstract

The Aftermath of War has been largely neglected by most historians. Yet this period is essential from a number of perspectives, including the reconstruction of identities and the reintegration of soldiers, the construction of postwar narratives and the development of individual and collective traumas. Focusing on a comparison between the two world conflicts, this article examines the complexities of the demobilization process.

Key words

XXth century ; aftermath of War ; demobilization ; enemy ; history of the body.